



Représentation permanente du Royaume de Belgique  
à **GENEVE**

Rue de Moillebeau, 58  
1209 Genève  
Case postale 463 1211 Genève 19  
Tél. : +41 22 730 40 00  
Fax : +41 22 734 50 79  
Courriel : [geneva@diplobel.fed.be](mailto:geneva@diplobel.fed.be)  
[www.diplomatie.be/geneva](http://www.diplomatie.be/geneva)

tn / cc

2021/ 172

Dossier AL BEL 2/2020

La Mission permanente de la Belgique auprès des Nations-Unies et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments au Haut-Commissariat aux droits de l'homme et a l'honneur de se référer à sa communication conjointe envoyée par le Rapporteur spécial sur la torture et le Rapporteur spécial sur la promotion des droits de l'homme dans la lutte antiterroriste, datée du 16 décembre 2020 (votre ref AL BEL 2/2020).

La Mission permanente de la Belgique a l'honneur de soumettre en pièce jointe les observations de la Belgique sur les points soulevés par les procédures spéciales.

La Mission de la Belgique saurait gré au Haut-Commissariat aux droits de l'homme de bien vouloir en accuser réception.

La Mission permanente de la Belgique auprès des Nations-Unies et des autres organisations internationales à Genève saisit cette opportunité pour renouveler au Haut-Commissariat aux droits de l'homme les assurances de sa haute considération.

Fait à Genève, le 23 juin 2021



Haut-Commissariat aux droits de l'homme  
Palais des Nations  
1211 Genève 10

[petitions@ohchr.org](mailto:petitions@ohchr.org)

## Communication AL BEL 2/2020 : Trabelsi

### 1. Veuillez nous transmettre toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées

#### a) Remarques préliminaires

1.- Votre communication conjointe fait état, en sa page 3, de quatre demandes de mise en liberté, qui auraient été rejetées par les tribunaux concernés. En réalité, M. Trabelsi a demandé sa mise en liberté à cinq occasions. Ses cinq requêtes de mise en liberté ont été rejetées.

2.- Mention est également faite de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme du 4 septembre 2014. Le Gouvernement note que cet arrêt a été pleinement exécuté, comme l'a reconnu le Conseil des ministres du Conseil de l'Europe par sa Résolution finale CM/ResDH(2018)460 du 6 décembre 2018.

#### b) Quant aux procédures internes

3.- En octobre 2018, M. Trabelsi a saisi les juridictions belges de deux procédures dirigées contre l'Etat belge : la procédure en référé (procédure d'urgence) s'est clôturée par l'arrêt de la Cour de cassation du 4 mars 2021 ; la seconde, au fond, est encore pendante devant la cour d'appel de Bruxelles à l'heure actuelle.

#### *Procédure en référé*

4.- Par citation du 23 octobre 2018, M. Trabelsi cite l'Etat belge à comparaître devant le Président du Tribunal de Première Instance Francophone de Bruxelles, siégeant en référé. Son action a pour objet d'obtenir<sup>1</sup> que les autorités belges cessent tout type de coopération avec les autorités américaines en vue de son jugement, qu'elles indiquent aux autorités américaines que les poursuites dirigées contre lui violent le principe *non bis in idem* et qu'elles leur précisent que lesdites poursuites ne peuvent viser les « actes déclarés » 23 à 26 ni aucun fait s'étant déroulé sur le territoire du Royaume sous peine de violer le principe de spécialité de l'extradition.

Il souhaite également que les autorités belges organisent un monitoring de sa situation de santé, via les services consulaires belges aux Etats-Unis, et qu'elles interviennent auprès de l'administration américaine afin de préserver son intégrité physique et psychologique.

5.- Par ordonnance du 23 janvier 2019, le Président du tribunal de première instance francophone de Bruxelles déclare l'action principale de M. Trabelsi irrecevable.

Il constate d'une part être sans pouvoir de juridiction pour pouvoir examiner la demande en ce qu'elle tend à obtenir la condamnation de l'Etat belge à organiser un monitoring de la situation de santé de M. Trabelsi, et à intervenir auprès de l'administration américaine afin de préserver son intégrité physique et psychologique.

Il déclare d'autre part l'action irrecevable en ce qu'elle tend à obtenir la condamnation de l'Etat belge à cesser tout type de coopération avec les autorités américaines en vue du jugement de M. Trabelsi, à indiquer aux autorités américaines que les poursuites dirigées contre M. Trabelsi violent le principe *non bis in idem*, et à préciser aux autorités américaines que les poursuites dirigées contre M. Trabelsi ne peuvent viser les « actes déclarés » ni certains autres faits et que de telles poursuites violeraient le principe de spécialité de l'extradition.

6.- M. Trabelsi interjette appel de cette ordonnance le 13 mars 2019.

---

<sup>1</sup> Le Gouvernement ne reprendra ici que les demandes pertinentes dans le cadre de la présente demande, dans un souci de concision et de clarté.

7.- Par arrêt du 8 août 2019, la Cour d'appel de Bruxelles, siégeant en référé, déclare l'appel de M. Trabelsi partiellement fondé et enjoint à l'Etat belge de notifier par la voie officielle aux autorités américaines, dans les deux jours de la signification de l'arrêt à intervenir, une copie dudit arrêt, en invitant les autorités américaines à prendre connaissance de l'analyse juridique figurant aux paragraphes 37 et suivants de l'arrêt, sous peine d'astreinte. L'arrêt a confirmé l'ordonnance entreprise pour le surplus.

Pour Votre facilité, le Gouvernement reprend ci-dessous le paragraphe 41, qui résume cette analyse :

« 41. Il découle de l'ensemble de ce qui précède que, selon le droit belge :

- L'article 5 de la Convention d'extradition vise l'identité du fait et non l'identité de la qualification ;
- Pour cette raison, les juridictions belges – ordonnance de la chambre du conseil de Nivelles du 19 novembre 2008, confirmée par arrêt de la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles du 19 février 2009 – ont limité l'exequatur donné au mandat d'arrêt américain en l'accordant « sauf en ce qu'il vise les 'actes déclarés' ('Overt Acts') n° 23, 24, 25 et 26 énoncés au paragraphe 10 du 1<sup>er</sup> chef d'accusation et censés être répétés à l'appui des trois autres chefs d'accusation » ;
- Ces décisions des juridictions belges sont coulées en force de chose jugée et s'imposent à l'Etat belge ;
- De même, l'arrêté ministériel d'extradition du 23 novembre 2011 n'a pu valablement accorder l'extradition demandée par les Etats-Unis que dans les limites de l'exequatur accordé au mandat d'arrêt, c'est-à-dire pour les quatre chefs d'accusation renseignés au mandat d'arrêt, mais sans pouvoir viser les « 'actes déclarés' ('Overt Acts') n° 23, 24, 25 et 26 énoncés au paragraphe 10 du 1<sup>er</sup> chef d'accusation et censés être répétés à l'appui des trois autres chefs d'accusation » ;

Partant, il résulte de ce qui précède que, selon l'analyse qui prévaut en droit belge, l'extradition de l'appelant ne permet pas de le poursuivre aux Etats-Unis pour y être jugé pour les faits repris dans les 'actes déclarés' ('Overt Acts') n° 23, 24, 25 et 26 énoncés au paragraphe 10 du 1<sup>er</sup> chef d'accusation et censés être répétés à l'appui des trois autres chefs d'accusation, à savoir les faits liés à la tentative d'attentat à la base militaire de Kleine Brogel.

La demande de l'appelant est dès lors fondée, dans la mesure précisée au dispositif du présent arrêt, jugée suffisante pour assurer la protection des droits invoqués par l'appelant au provisoire. » (emphases d'origine)

En conformité avec l'arrêt, l'arrêt de la Cour d'Appel de Bruxelles a été communiqué au ministère américain de la justice le 9 août 2019.

8.- L'Etat belge se pourvoit en cassation contre l'arrêt du 8 août 2019.

9.- Par arrêt du 4 mars 2021, la Cour de cassation rejette ledit pourvoi.

L'arrêt de la Cour de cassation a été notifié aux autorités américaines le 1<sup>er</sup> avril 2021.

10.- Il ressort de tout ce qui précède qu'un premier examen des griefs soulevés dans Votre Communication conjointe a déjà été fait par les juridictions belges siégeant en référé (apparence de droit).

### **Procédure au fond**

11.- Cet examen est actuellement toujours en cours devant les juridictions belges de fond. Une procédure au fond avait en effet été intentée contre l'Etat belge de manière simultanée le 2 octobre 2018.

12.- Dans le cadre de la procédure au fond, l'action de M. Trabelsi est similaire à celle introduite en référé et porte sur les mêmes griefs que ceux développés au paragraphe 4.

M. Trabelsi souhaite en outre que l'Etat belge l'indemnise – entre autres choses – pour le dommage causé par la détention dégradante en Belgique (75.000 € à titre principal et 23.000€, à titre subsidiaire) et pour celui causé par la détention dégradante aux Etats-Unis (72.000 €).

13.- Le 26 février 2020, le Tribunal de première instance de Bruxelles déclare toutes les demandes de M. Trabelsi recevables, à l'exception de la demande concernant l'indemnisation pour le dommage allégué causé par la détention en Belgique, sa recevabilité devant encore être examinée (prescription). Il ordonne dès lors la réouverture des débats sur une partie des demandes, ordonnant dans ce cadre à l'État belge de produire le dossier administratif relatif à la détention en Belgique de M. Trabelsi et précisant un calendrier.

Les demandes portant sur la cessation de la coopération judiciaire et le principe de *non bis in idem* sont rejetées comme non fondées.

Quant à la demande concernant l'interdiction de poursuivre M. Trabelsi pour les 'actes déclarés', le Tribunal la déclare fondée, mais uniquement dans la mesure où il ordonne à l'État belge de notifier une copie du jugement par la voie officielle aux autorités américaines compétentes, en précisant dans le courrier d'accompagnement ce qui suit :

«Selon l'analyse qui prévaut en droit belge, l'extradition de M. Trabelsi ne permet pas de le poursuivre aux États-Unis pour y être jugé pour les faits repris dans les "actes déclarés" ("Overt Acts") n° 23, 24, 25 et 26 énoncés au paragraphe 10 du 1<sup>er</sup> chef d'accusation et censés être répétés à l'appui des *autres chefs d'accusation [du mandat d'arrêt américain qui est à la base de l'extradition (acte d'accusation du Grand Jury du 3 novembre 2006, déposé le 16 novembre 2007 au greffe de la U.S. District Court du District de Columbia)]*, à savoir les faits liés à la tentative d'attentat à la base militaire de Kleine Brogel. »

À l'exception des mots repris en italique et entre crochets, cette conclusion est celle figurant au paragraphe 41 de l'arrêt du 8 août 2019 de la Cour d'appel de Bruxelles, siégeant en référé.

En conformité avec le jugement, le jugement du 26 février 2020 a été communiqué par l'État belge au Ministère américain de la justice le 5 mars 2020.

14.- M. Trabelsi interjette appel de ce jugement le 3 avril 2020. Outre les demandes au fond, inchangées, il sollicite également à titre de mesures provisoires que la Cour d'appel enjoigne à l'État belge d'adresser une note diplomatique aux autorités américaines dont il a précisé le libellé.

15.- Le 3 juin 2020, l'État belge interjette également appel du jugement du Tribunal de première instance.

16.- Par arrêt du 15 juillet 2020, la Cour d'appel de Bruxelles déclare les demandes de mesures provisoires sollicitées par M. Trabelsi irrecevables et à tout le moins non fondées. La Cour a considéré que :

« Les décisions américaines précitées, et en particulier celle du Circuit de D.C., actuellement saisi de l'appel formé contre l'ordonnance du 13 mars 2020, font donc clairement apparaître que les tribunaux américains procèdent à l'application de leur droit propre et du droit des relations internationales, qu'ils ont parfaite connaissance des dissensions entre les juridictions belges et le gouvernement belge, qu'ils prennent en considération les décisions judiciaires belges mais qu'ils estiment qu'il n'y a pas lieu, **en vertu de leur droit propre**, sur lequel la présente cour n'a pas le pouvoir de substituer son appréciation, **et du droit des relations internationales**, non débattu dans l'affaire de référé précédemment soumise à la cour, de faire primer ces décisions judiciaires belges sur l'arrêté ministériel d'extradition, que ces décisions ne modifient pas, ne suppriment pas et dont elles ne suspendent pas les effets.

La cour, qui a déjà exprimé son avis, n'aperçoit pas dans ces conditions quelle pourrait être l'utilité de l'injonction sollicitée auprès du Circuit de D.C. 38.2. Ensuite, au regard de la légitimité de l'intérêt éventuel de l'appelant, il serait pour le moins contraire, notamment, à la loyauté procédurale et au principe de la séparation des pouvoirs, d'enjoindre à l'ÉTAT BELGE d'émettre une note diplomatique en des termes qui lui seraient dictés par la cour et de cacher aux juridictions américaines que l'émission de cette note diplomatique serait commandée par une décision de justice, et ce, pour tenter de faire croire à ces juridictions que le gouvernement émet une interprétation personnelle et nouvelle de l'arrêté ministériel d'extradition. Au surplus, cette dissimulation serait flagrante pour des juridictions parfaitement informées de la divergence qui oppose le gouvernement belge aux juridictions belges et sur laquelle elles ont déjà pris position (voir ci-dessus). »

La Cour a déterminé par ailleurs un calendrier d'échange de conclusions pour la procédure au fond. Les deux parties ont échangé leurs conclusions et un dernier délai pour le dépôt des ultimes conclusions de l'État belge est fixé le 30 juin 2021.

17.- Ainsi, après la procédure en référé, les juridictions belges examinent actuellement au fond les diverses questions soulevées par M. Trabelsi, qui sont en substance similaires à celles soulevées devant Vous.

### **c) Autres remarques factuelles**

18.- Le Gouvernement belge souligne par ailleurs que M. Trabelsi n'a pas contesté – devant les juridictions belges du fond – la légalité du régime strict de détention auquel il a été soumis en Belgique.

Ainsi, la Cour européenne des droits de l'Homme a rejeté ces griefs dans son arrêt du 4 septembre 2014 pour non-épuisement des voies de recours internes, observant :

« 155. Le requérant allègue en substance que ses conditions de détention en Belgique ont constitué des traitements contraires à l'article 3 de la Convention précitée. Il se plaint des transferts incessants d'une prison à l'autre, des conditions dans lesquelles ces transferts se sont effectués ainsi que des mesures de sécurité particulières dont il a fait l'objet pendant son incarcération. Il fournit à l'appui de ce grief plusieurs rapports établis par des psychiatres attestant des effets négatifs de cette situation sur son état de santé mentale.

156. Le Gouvernement fait observer que le requérant n'a pas introduit la moindre action judiciaire pour contester ses conditions de détention et les transferts.

157. En l'absence de tout recours devant les juridictions internes pour faire valoir ce grief, la Cour considère qu'il doit être rejeté pour non-épuisement des voies de recours internes.

158. Il s'ensuit cette partie de la requête est irrecevable au sens de l'article 35 § 1 de la Convention et doit être rejetée conformément à l'article 35 § 4. »

Le Gouvernement note toutefois que si, durant sa détention en Belgique, M. Trabelsi a introduit plusieurs recours **en référé** (procédure d'urgence portant sur l'apparence de droit) aux fins de faire reconnaître sa détention comme contraire à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme, il a systématiquement été débouté. La vérité judiciaire est donc celle découlant de l'ensemble de ces décisions, à savoir que les conditions de détention de M. Trabelsi dans les établissements belges ne constituaient pas des traitements inhumains et dégradants.

19.- Quant à ses conditions de détention actuelles aux Etats-Unis, M. Trabelsi ne démontre pas que celles-ci seraient plus sévères que celles réservées aux autres prisonniers détenus dans les établissements pénitentiaires américains. A cet égard, l'administration des prisons américaine a adressé le 1<sup>er</sup> novembre 2013 un courrier aux autorités belges indiquant que M. Trabelsi était soumis aux mêmes conditions de détention que les autres détenus.

Il convient cependant de noter que depuis sa remise, M. Trabelsi ne relève plus de la juridiction de l'Etat belge. Par arrêt du 8 août 2019, la Cour d'appel de Bruxelles a jugé que les demandes liées directement ou indirectement aux conditions de détention de M. Trabelsi et à la préservation de son intégrité physique sont irrecevables et échappent au pouvoir de juridiction des cours et tribunaux belges. Les organes de l'Etat belge ne participent en effet pas à la détention aux Etats-Unis et l'Etat belge n'exerce aucun contrôle effectif en ce lieu. La Belgique a perdu tout pouvoir de juridiction lors de la remise de M. Trabelsi aux autorités américaines. Ses conditions actuelles de détention procèdent de décisions américaines, qui en portent seules la responsabilité.

**2. Veuillez nous fournir des informations détaillées sur les procédures d'extradition de M. Trabelsi de la Belgique vers les Etats-Unis et comment auraient-elles respecté la Convention d'extradition ainsi que la décision de la Cour de première instance ainsi que le principe de *non bis in idem***

**a) Procédures d'extradition**

20.- Le Gouvernement belge s'en réfère à sa réponse au point 3 *infra*.

**b) Non bis in idem**

21.- Une fois extradé et poursuivi devant les juridictions américaines, M. Trabelsi ne peut se prévaloir d'aucun droit apparent déduit du principe *non bis in idem* devant les juridictions belges dont il pourrait forcer l'exécution. Comme l'a souligné la Cour d'appel de Bruxelles dans son arrêt du 15 juillet 2020, les tribunaux américains appliquent leur droit propre, sur lequel les juridictions belges n'ont pas le pouvoir de substituer leur appréciation, ainsi que le droit international. Les divers jugement et arrêts ont néanmoins été transmis aux juridictions américaines, conformément aux décisions de justice belge, afin que celles-ci prennent connaissance de la position de leurs homologues belges sur les questions liées aux actes déclarés et au principe de *non bis in idem*. Il leur appartient désormais de statuer sur ces questions.

22.- Le Gouvernement note par ailleurs que la Cour européenne des droits de l'Homme, dans son arrêt du 4 septembre 2014, a constaté qu'il n'existait pas de principe de *non bis in idem* internationalement applicable, soit que l'article 4 du Protocole n° 7 à la Convention européenne des droits de l'Homme ne garantissait pas le principe de *non bis in idem* à l'égard de poursuites et de condamnations dans des Etats différents.

23.- En tout état de cause, dans son arrêt du 23 septembre 2013, le Conseil d'Etat a conclu qu'« *il ressort des pièces du dossier que [M. Trabelsi] est réclamé par les autorités américaines pour des infractions pour lesquelles il n'a pas 'été déclaré coupable condamné ou acquitté dans l'Etat requis' et que les 'actes déclarés' constituent autant d'éléments qui serviront aux autorités judiciaires américaines pour établir si [M. Trabelsi] est coupable ou non des quatre chefs d'accusation portés contre lui* ».

Il existe en effet en droit américain une nette distinction entre les infractions proprement dites pour lesquelles l'extradition est demandée et les actes déclarés qui ne sont que des éléments à l'appui des accusations.

24.- Il ressort de tout ce qui précède que les autorités belges n'ont pas violé le principe de *non bis in idem* en extradant M. Trabelsi.

**3. Veuillez nous fournir des informations détaillées sur les mesures prises par le Gouvernement belge afin d'évaluer les risques des violations des droits humains, notamment en lien avec la prohibition de la torture et des mauvais traitements, encourus par M. Trabelsi en raison de son extradition vers les Etats-Unis. En plus, expliquer comment M. Trabelsi aurait bénéficié des garanties juridiques et procédurales au cours de son extradition et comment ces garanties sont-elles conformes aux normes et standards internationaux en matière des droits de l'homme**

25.- Le Gouvernement traitera ci-dessous de manière conjointe de l'évaluation des risques de violations des droits humains (via l'obtention de garanties diplomatiques) et des garanties juridiques et procédurales entourant l'extradition (via les divers recours introduits par M. Trabelsi).

26.- Les autorités américaines ont transmis aux autorités belges une demande d'extradition de M. Trabelsi, suivant la note diplomatique n°15 du 8 avril 2008, et ce en application de la Convention d'extradition conclue entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique le 27 avril 1987.

27.- Saisie par un réquisitoire du procureur fédéral du 4 juin 2008, la Chambre du conseil du tribunal de première instance de Nivelles a rendu, par une ordonnance du 19 novembre 2008, exécutoire le mandat d'arrêt international « *sauf en ce qu'il vise les 'actes déclarés' ('Overt Acts') n° 23),24),25) et 26) énoncés au paragraphe 10 du 1<sup>er</sup> chef d'accusation et censés être répétés à l'appui des trois autres chefs d'accusation* ».

28.- Sur appel interjeté par M. Trabelsi, la Chambre des mises en accusation près la Cour d'appel de Bruxelles a confirmé l'ordonnance entreprise, par un arrêt du 19 février 2009.

29.- M. Trabelsi a introduit à l'encontre de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Bruxelles, un pourvoi en cassation. Ce pourvoi a été rejeté par un arrêt du 24 juin 2009. S'exprimant à propos des griefs formulés par M. Trabelsi au regard des risques existants, selon lui, d'être soumis à un traitement dégradant ou inhumain, voire à des actes de torture s'il était remis aux autorités américaines, la Cour a précisé, dans son arrêt, que :

« En vertu du deuxième alinéa de l'article 2bis de la loi sur les extraditions du 15 mars 1874, inséré par l'article 4 de la loi du 15 mai 2007, l'extradition ne peut être accordée s'il existe des risques sérieux que la personne, au cas où il est fait droit à la demande, soit soumise dans l'Etat requérant, à un déni flagrant de justice, à des faits de torture ou à des traitements inhumains et dégradants. Cette disposition institue une condition générale de l'extradition, dont la vérification ressortit au contrôle des juridictions d'instruction. S'il n'appartient pas à la Cour de substituer sa propre appréciation à celle des juges d'appel quant au caractère sérieux ou non des risques invoqués, il lui revient par contre d'examiner si la chambre des mises en accusation s'est assurée de l'absence de motif grave et évident établissant l'impossibilité de satisfaire à la condition précitée et si, de ses constatations, elle a pu déduire les conséquences qu'elle en tire. Il ressort de l'arrêt attaqué que les juges d'appel ne se sont pas dérobés au contrôle qui leur incombait. En effet, l'arrêt considère, notamment par adoption des motifs des réquisitoires du ministère public,

- que la situation générale dans le pays de destination doit être examinée à la lumière des circonstances présentes et non sur la seule base des événements historiques recensés par le demandeur,
- que l'Etat requérant procède actuellement à une révision complète de sa politique antiterroriste, intensifie la lutte contre la torture et les traitements cruels, inhumains et dégradants, et s'apprête à suspendre les procédures devant les tribunaux d'exception ainsi qu'à supprimer la détention illimitée et sans jugement des personnes capturées dans le cadre d'un conflit armé international,
- qu'aux termes des garanties formelles données à l'appui de la demande d'extradition, le demandeur sera jugé par une juridiction de droit commun, selon la procédure ordinaire en vigueur dans l'Etat requérant et avec les droits et recours propres au système judiciaire de ce pays,
- que le demandeur n'encourt pas une peine perpétuelle pour les infractions à raison desquelles son extradition est réclamée et que les peines dont elles sont passibles peuvent être commuées en d'autres peines susceptibles de permettre la libération conditionnelle,

- qu'à défaut d'être revêtus à l'égard du demandeur lui-même du caractère concret qui donnerait crédit aux risques allégués, les éléments invoqués par celui-ci ne permettent pas de craindre sérieusement qu'il soit exposé à un déni flagrant de justice ou à des faits de torture ou à des traitements inhumains et dégradants.

Les juges d'appel ont ainsi régulièrement motivé et légalement justifié leur décision. Le moyen ne peut être accueilli. »

30.- C'est à la suite de l'arrêt prononcé par la Cour de Cassation que M. Trabelsi a introduit en date du 23 décembre 2009 une requête à la Cour européenne des droits de l'Homme, en application de l'article 34 de la convention, aux fins de faire constater par la Cour que « *la procédure d'extradition dont il fait l'objet constitue une violation des article 3, 6 et 14 de la Convention, notamment en raison du flagrant déni de justice, des faits de torture et de traitements inhumains et dégradants qu'il risque de subir aux Etats-Unis d'Amérique et en Tunisie* ».

31.- La Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Bruxelles a rendu, le 10 juin 2010, un avis favorable à la demande d'extradition à condition « *que la peine de mort ne soit pas prononcée à l'encontre de N. Trabelsi ou, si cette condition ne peut être respectée par les Etats-Unis, à condition que la peine de mort ne soit pas exécutée* » et à condition que « *la peine à perpétuité puisse être assortie de commutation de la peine, même si la condamnation est prononcée pour des faits de terrorisme* ». La Cour précisa également qu'« *en cas de demande de ré-extradition de N. Trabelsi vers un pays tiers, notamment vers la Tunisie, les Etats-Unis devront solliciter l'accord préalable de la Belgique dans l'hypothèse où, N. Trabelsi leur ayant été remis, ils seraient confrontés dans l'avenir à une demande d'extradition que la Tunisie leur aura entre-temps adressée* ». L'avis de la Chambre des mises en accusation se termine ainsi : « *si les Etats-Unis n'acceptent pas ces conditions, l'extradition devra être refusée* ».

32.- Dans le cadre de l'examen de la demande d'extradition, les autorités américaines ont fourni aux autorités belges plusieurs garanties quant au sort qui devait être réservé par elles à M. Trabelsi, s'il était fait droit à la demande d'extradition :

- Dans une première note diplomatique n° 38 du 12 novembre 2008, les autorités américaines ont indiqué que la demande d'extradition émanait du tribunal (fédéral) du district de Columbia, et que, par voie de conséquence, l'extradition avait pour but de poursuivre la personne réclamée devant cette même instance judiciaire conformément au droit pénal ordinaire des Etats-Unis d'Amérique. La note garantit ainsi que M. Trabelsi ne serait pas poursuivi devant une juridiction d'exception, en l'espèce, « *a military commission, as enabled by the Military Commissions Act of 2006* » et qu'après son extradition, il ne serait pas détenu ou incarcéré dans un établissement pénitentiaire autre que civil.
- Dans un courrier du 11 novembre 2009, le Département de la Justice des Etats-Unis a précisé, quant à la peine que pourrait encourir M. Trabelsi s'il était reconnu coupable des chefs d'accusation lancés à son encontre, que « *en vue de la fixation de la peine le tribunal peut prendre en considération la gravité des faits, tenir compte de la perte de vies humaines ou de la destruction de propriété* », que « *dans le cas présent Trabelsi n'a pas réussi à exécuter ses projets d'assassiner des ressortissants des Etats-Unis et d'utiliser des armes de destruction massive. Le tribunal pourrait donc, pour l'établissement de la peine, estimer que Trabelsi n'a pas réussi à réaliser ses projets. Le tribunal peut également invoquer des circonstances atténuantes, comme par exemple, le fait que le condamné reconnaît qu'il est responsable de ses actes* » et que « *en outre, Trabelsi peut adresser au Président un appel en grâce ou en commutation* » (« *adjustement* »).
- Enfin, dans une seconde note diplomatique n° 21 du 10 août 2010, les autorités américaines ont garanti aux autorités belges que :
  - les infractions pour lesquelles l'extradition est requise ne sont pas punissables de la peine de mort et que par conséquent, en cas d'extradition, la peine de mort ne pourra pas être demandée et ne sera pas demandée à l'égard de M. Trabelsi ;

- les juridictions américaines ne prononceront pas nécessairement une condamnation à perpétuité mais pourront prononcer une peine plus légère, et que, même si une condamnation à perpétuité incompressible était infligée à M. Trabelsi, il est possible à ce dernier d'obtenir une réduction de la peine, y compris la grâce présidentielle, en exécution de l'article 2.H. de la Constitution américaine ;
- si une autorité étrangère demande à son tour l'extradition de M. Trabelsi, une fois celui-ci remis aux autorités américaines, celles-ci ne l'extraderont pas sans avoir obtenu l'accord du Gouvernement belge.

33.- Par ailleurs, M. Trabelsi craignait d'être détenu à Guantanamo mais la Belgique a obtenu les garanties nécessaires afin d'éviter que ces craintes ne se réalisent.

34.- Par arrêté ministériel du 23 novembre 2011, le Ministre de la Justice a dès lors accordé l'extradition de M. Trabelsi au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour les infractions pour lesquelles elle était demandée. Cet arrêté, ainsi qu'un arrêté daté du même jour refusant l'extradition à la Tunisie, ont été notifiés au requérant le 6 décembre 2011.

35.- M. Trabelsi a introduit à l'encontre de l'arrêté ministériel d'extradition vers les Etats-Unis une requête en annulation devant le Conseil d'Etat, le 7 février 2012. Le Conseil d'Etat a donné son feu vert à l'extradition de M. Trabelsi en rejetant cette requête dans un arrêt du 23 septembre 2013. Suite à cet arrêt, M. Trabelsi a été remis aux autorités américaines le 3 octobre 2013.

36.- Il ressort de tout ce qui précède que les autorités belges ont obtenu de nombreuses garanties des autorités américaines afin d'écarter tout risque raisonnablement envisageable de violation des droits humains encourus par M. Trabelsi en raison de son extradition vers les Etats-Unis. Par ailleurs, M. Trabelsi a bénéficié de garanties juridiques et procédurales pour contester son extradition devant les juridictions internes, qui ont dument motivé leurs décisions.

**4. Veuillez fournir des informations détaillées sur les fondements juridiques et factuels de l'extradition de M. Trabelsi en manquement des mesures provisoires instruites par la Cour européenne des droits de l'Homme, et comment cette décision est-elle conforme avec les obligations de la Belgique**

37.- La Belgique a extradé M. Trabelsi en violation de la mesure provisoire indiquée par la Cour et a été condamnée pour ce fait. Elle a correctement exécuté l'arrêt de la CEDH en réparant le dommage causé à M. Trabelsi. De plus, les autorités belges ont œuvré afin d'éviter le risque constaté par la Cour, comme l'a constaté le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, chargé de la surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour. Le ministre de la justice a sollicité en 2015 une garantie additionnelle auprès de son homologue américain.

L'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme revêtant un caractère définitif (art 52 et 53 de la Convention européenne des droits de l'Homme), le dommage subi par M. Trabelsi doit être considéré comme intégralement réparé. La Résolution finale CM/ResDH(2018)460, adoptée le 6 décembre 2018 par le Conseil des Ministres du Conseil de l'Europe, a conclu l'exécution de l'arrêt de la CEDH.

38.- Le Gouvernement souligne toutefois que cette extradition était basée sur des fondements juridiques et factuels la justifiant.

39.- D'une part, le Conseil d'Etat, par son arrêt du 23 septembre 2013 et au terme d'une analyse minutieuse, tant des éléments de fait que des éléments de droit, et notamment de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme, a estimé que les griefs invoqués par M. Trabelsi contre l'arrêté d'extradition portant son nom n'étaient pas fondés.

40.- Le Conseil d'Etat a en effet estimé qu'il ressortait des garanties fournies aux autorités belges par les autorités américaines que M. Trabelsi ne serait pas soumis aux conditions de détention exceptionnelles qu'il dénonce, en sorte que le risque qu'il subisse des traitements inhumains et dégradants n'était pas établi. Le Conseil d'Etat a considéré également qu'à supposer que M. Trabelsi soit condamné par les juridictions américaines à une peine d'emprisonnement à perpétuité, le droit américain offre la possibilité de revoir la peine perpétuelle dans le but de la commuer, de la suspendre, ou encore de libérer le détenu sous conditions, ce qui garantit le respect de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

41.- Ce jugeant, le Conseil d'Etat s'est prononcé, de manière circonstanciée, en connaissance de la jurisprudence de la Cour et de tous les éléments mis à sa disposition par les parties, sur un même grief que celui invoqué devant la Cour.

42.- Conformément à la convention d'extradition de 1987 entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique avait l'obligation d'extrader. En vertu de l'article 5.1 de cette convention, l'extradition n'est pas accordée si l'individu a été déclaré coupable, condamné ou acquitté dans l'Etat requis pour l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée. Elle doit être refusée si les délits sont identiques. Les trois versions linguistiques de la convention sont identiques et sans équivoque : seule l'identité des infraction importe. En l'espèce, il n'y avait pas identité avec les infractions déjà jugées en Belgique.

43.- D'autre part, cette extradition était inévitable compte tenu de l'obligation à laquelle la Belgique était liée en vertu de la convention d'extradition.

44.- En effet, la situation était délicate vu la dangerosité de M. Trabelsi et le risque réel qu'il se soustraie à la justice s'il était libéré, notamment par voie d'écoulement du temps. C'est pourquoi la Belgique a demandé à plusieurs reprises la levée de des mesures provisoires indiquées par la Cour européenne des droits de l'Homme, en vain.

45.- Ce sont ces bases juridique et factuelle solides qui ont permis à la Belgique, de manquer, de manière exceptionnelle, à ses obligations découlant d'une mesure provisoire ordonnée par la Cour européenne des droits de l'Homme.

La Cour européenne des droits de l'Homme a, par la suite, constaté la violation de la mesure provisoire indiquée et la Belgique a dûment exécuté l'arrêt de condamnation et indemnisé M. Trabelsi.

46.- En tout état de cause, il convient de noter que même en l'absence de fautes établies dans le chef de l'État belge, M. Trabelsi aurait été extradé vers les Etats-Unis et détenu dans les mêmes conditions, il aurait donc subi cette situation et les dommages qui en découlent de la même façon qu'actuellement (absence de lien causal).

**5. Veuillez fournir toute information sur les mesures prises, suite à l'extradition de M. Trabelsi, en vue de s'assurer de la mise en place des assurances fournies par les Etats-Unis, ainsi que du respect des conditions d'extradition, notamment l'interdiction de punir M. Trabelsi pour les « actes déclarés »**

**a) Suites**

47.- Depuis l'arrêt du 4 septembre 2014, l'État belge a obtenu des autorités américaines une garantie supplémentaire pour éviter que M. Trabelsi ne soit exposé au risque d'être condamné à une peine d'emprisonnement à perpétuité incompressible. Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a estimé qu'avec cette garantie, l'État belge s'était conformé à l'arrêt du 4 septembre 2014. Depuis lors le risque est donc écarté.

48.- M. Trabelsi a refusé l'offre du procureur fédéral de négocier un « *plea agreement* » alors qu'une telle procédure aurait exclu définitivement la possibilité pour lui d'une peine de prison à vie. Il sera donc déféré à un jury qui tranchera à propos de sa responsabilité pénale, et sur cette base, un juge fixera sa peine.

49.- Dans l'hypothèse où une peine d'emprisonnement à durée déterminée ou la peine maximale, à perpétuité serait imposée, il existe des moyens légaux d'appel contre la condamnation et la peine. Ces moyens sont directs (appel, appel auprès la Cour Suprême) et indirects (une pétition d'Habeas Corpus qui permet de saisir un tribunal aux fins de statuer sur la légitimité de la détention, soit préventive, soit imposée en vertu d'une condamnation ultérieure). Un condamné peut aussi demander la révision de sa condamnation et il existe aussi des moyens de réduction de la peine.

50.- Il n'existe aucune raison de remettre en cause les assurances ainsi données par les autorités américaines. Dans son arrêt *Harkins and Edwards c. Royaume Uni* du 17 janvier 2012, la Cour EDH a relevé que « *les assurances diplomatiques fournies par les Etats-Unis au Gouvernement britannique, selon lesquelles la peine capitale ne serait pas requise à l'égard de M. Harkins et de M. Edwards, sont claires et suffisent à supprimer tout risque qu'aucun des deux intéressés soit condamné à mort en cas d'extradition. Tel est d'autant plus le cas que les Etats-Unis peuvent se prévaloir d'une longue tradition de respect de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit.* » (voir dans le même sens *Babar Ahmad et autres c. Royaume-Uni*, arrêt du 10 avril 2012)

51.- Comme le Royaume-Uni et de nombreux autres pays, dont les Etats-membres de l'Union européenne, la Belgique a des liens diplomatiques étroits avec les Etats-Unis. La Belgique n'a jamais rencontré de cas dans lesquels les Etats-Unis n'auraient pas respecté les obligations découlant des instruments juridiques rappelés ci-avant ou découlant de garanties diplomatiques demandées et fournies.

**b) Actes déclarés**

52.- L'arrêté d'extradition est très clair « *les faits sur lesquels se fondent les infractions incriminées correspondent aux "actes déclarés" ("overt acts") qui individuellement ou dans leur ensemble fonctionnent en tant qu'éléments à l'appui des accusations. Le principe de "double jeopardy" n'exclut pas la possibilité d'utiliser ou non ces éléments factuels* ».

53.- En l'espèce, les infractions pour lesquelles M. Trabelsi a été condamné de manière irrévocable par la Cour d'Appel de Bruxelles le 9 juin 2004 ne correspondent pas aux infractions énumérées dans les accusations figurant dans le mandat d'arrêt sur lequel se fonde la demande d'extradition :

- 1<sup>er</sup> chef d'accusation : avoir formé une association de malfaiteurs en vue de tuer des citoyens américains ;
- 2<sup>e</sup> chef d'accusation : avoir formé une association en vue d'utiliser des armes de destruction massive ;
- 3<sup>e</sup> chef d'accusation : avoir formé une association en vue de fournir un soutien matériel à une association terroriste étrangère ;

- 4<sup>e</sup> chef d'accusation : avoir effectivement fourni des ressources à une association étrangère.

Les éléments constitutifs des infractions américaines et belges respectives, leur portée, lieux et moments où elles ont été commises ne concordent dès lors pas. Les tribunaux américains, y compris la cour d'appel du ressort de Washington DC, ont conclu dans le même sens le 4 novembre 2015, le 17 janvier 2017 (arrêt après appel), le 13 mars 2020 et le 21 février 2021, tout en tenant compte des jugements et arrêts belges précités. Les deux dernières décisions du tribunal du district de Washington DC font actuellement l'objet d'un deuxième appel.

54.- Conformément au droit pénal fédéral des Etats-Unis d'Amérique, un « *overt act* » est un élément de fait, un acte, un comportement ou une transaction qui en soit ne peut pas être inévitablement qualifié d'infraction. En l'espèce, les actes déclarés 24, 25 et 26 pourraient être qualifiés d'infraction mais ne constituent pas des infractions pour lesquelles l'extradition avait été demandée.

55.- A la suite de l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, siégeant en référé, du 8 août 2019, et conformément à celui-ci, l'Etat belge a transmis l'arrêt au Ministère de la Justice. Comme la Cour d'appel de Bruxelles a statué dans son arrêt du 15 juillet 2020, il n'appartient toutefois pas aux Cours et tribunaux belges de s'immiscer dans un débat judiciaire étranger et il relève de la souveraineté américaine d'apprécier l'attitude des autorités américaines vis-à-vis des articles 5 et 15.1.a) de la Convention d'extradition, de même que de vérifier si elles respectent l'arrêté ministériel d'extradition.